



Association de protection de la nature et de l'environnement dans le Cher

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de l'agglomération berruyère

Contribution de Nature 18 en tant que Personne Publique Associée

**Association
Nature 18**

www.nature18.org 
www.faune-cher.org 
Nature18 
@assonature18 

Local associatif des Merlattes
16, rue Henri Moissan
18 000 BOURGES

02 48 70 76 26
contact@nature18.org



SOMMAIRE

Introduction.....	3
I. Scénario de travail et méthodologie retenus :.....	3
II. Consommation d’espaces agricoles et naturels :.....	4
IV. Lutte et adaptation au changement climatique :	5
V. Energies renouvelables :	6
VI. Trame verte et bleue :	6
ANNEXE : Présentation de Nature 18.....	7

Introduction

Bouleversements météorologiques, évènements climatiques extrêmes, hausse du niveau de la mer, disparition de 20 à 30 % des espèces sauvages : les dérèglements du climat ont des répercussions sur toute la planète. La responsabilité de l'homme dans ce phénomène, directement liée à la consommation effrénée d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) qui a libéré d'énormes quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, est avérée. La France n'est pas épargnée, et depuis une dizaine d'années, les périodes de sécheresse accrues en sont un témoin, elles mettent en péril le bien-vivre de tous. L'état des lieux du PLUI fait d'ailleurs état des prévisions climatiques à venir concernant le département.

L'urbanisme, parce qu'il touche à de nombreux domaines liés à la production de gaz à effet de serre anthropique (transports, logement...), mais aussi dans son rôle de planification et d'adaptation de nos sociétés à ces changements doit être la clé de voûte pour une politique volontariste et innovante dans ces domaines.

Les modalités réglementaires concernant les PLUI permettent aux collectivités de saisir cette opportunité, à l'heure où l'action est de mise. L'article L. 110-2 du Code l'Urbanisme leur fixe comme objectif « la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. » L'amélioration des performances énergétiques est prévue en matière de règles applicables à la construction et la réhabilitation. En juillet 2017, le Gouvernement a présenté le Plan climat, qui a pour objectif d'accélérer la lutte contre le changement climatique, alors que les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse.

Ce plan a fixé un nouvel objectif à la France : viser la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour cela, il est nécessaire de sortir des énergies fossiles et d'agir dans tous les secteurs : énergie, industrie, transport, rénovation des logements, agriculture et alimentation...

Le PLUI de l'agglomération berruyère a donc un défi d'importance à saisir, et Nature 18 attend des élus du territoire un travail volontariste sur ce sujet, pour que les berruyers, demain et après-demain, ne soient pas les victimes d'un manque d'action de leurs propres collectivités.

Consommation d'espaces agricoles et naturels, artificialisation et imperméabilisation des sols, gestion de l'eau pluviale et potable, décarbonation des transports et des énergies, habitat collectif, sain et passif, nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur urbain,... tous ces volets doivent être travaillés de façon innovante dans le PLUI de la plus grosse agglomération du département du Cher, en tournant le dos à un urbanisme dédié à l'automobile et au fret routier, hérité des années 60. L'agglomération de Bourges doit être un exemple dans la conception de son document d'urbanisme, montrant que des villes moyennes de départements ruraux ont aussi leur carte à jouer dans la lutte et l'adaptation au changement climatique. Son environnement agricole et naturel lui confère un potentiel certain pour prendre à bras le corps ces sujets...

I. Scénario de travail et méthodologie retenus :

Le scénario d'accroissement de la population utilisé (+0.28%) est légèrement supérieur à celui retenu dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Avord-Bourges-Vierzon, adopté en 2013 et prescrit

en révision en juillet 2018. Il est d'un point inférieur au scénario choisi de la version arrêtée de 2019 de ce PLUI. Aujourd'hui, l'accroissement de population constaté dans l'agglomération est de + 0.17%. De règle générale, il est constaté dans la France entière, qu'il n'est pas politiquement accepté de baser un document de planification territoriale sur un scénario de baisse ou de stagnation de population, ou même sur un scénario d'accroissement réduit, même si les tendances observées vont dans ce sens. Sans être démesurément surestimé, le scénario retenu pour le PLUI de l'agglomération berruyère entrainera dans la suite de la conception du PLUI une légère surestimation du besoin de surfaces, il faut donc le garder en tête pour étudier par la suite la consommation d'espaces du PLUI.

Concernant la densification, les densités affichées dans la précédente version du PLUI étaient deux fois plus faibles que celles prescrites dans le SCOT concernant le pôle aggloméré. Le taux de densification de cette nouvelle version a été révisé et est aujourd'hui quasi conforme à ceux du SCOT.

La méthodologie utilisée pour définir les capacités de densification porte néanmoins un choix qui nous pose question. Est comptée comme non consommatrice d'espace l'urbanisation des friches. Or ce terme est très vague, il peut s'agir effectivement de friches industrielles, parfois polluées, mais il regroupe également des terres enfrichées par une végétation naturelle et qui peuvent constituer des espaces naturels intéressants en terme de corridor écologique, voir même des habitats naturels patrimoniaux. Ce choix méthodologie, ainsi présenté, comporte donc un biais important qu'il conviendrait d'éclaircir.

II. Consommation d'espaces agricoles et naturels :

La somme des PLU du territoire cumulait 870 ha d'urbanisation. La première version de ce PLUI portait sur 597 ha d'artificialisation des sols.

L'analyse du rythme d'artificialisation sur la période 2010-2020 donne une moyenne de 49.9ha/an. L'ancienne version du PLUI prévoyait donc une artificialisation supérieure à celle observée depuis 2010.

Cette nouvelle version du PLUI a considérablement baissé le taux d'artificialisation, le portant à 297 ha, soit moins de 30 ha/an. Cette ambition baissière est à saluer !

La réduction de 40% du rythme de consommation par rapport à l'ancienne version du PLUI est ainsi atteinte et se rapproche de la recommandation nationale de 50%.

Concernant la remobilisation des logements vacants, elle reste concentrée sur le pôle aggloméré car 86 % logements vacants situés à Bourges.

Plus de 4000 logements sont ainsi prévus dans le tissu urbain, soit 86% des besoins en logement, ce qui note d'une bonne dynamique de la collectivité pour la réduction de la consommation des espaces agricoles et naturels.

Nature 18 note avec satisfaction la prise en compte d'un outil de planification encore aujourd'hui peu utilisé, la Zone agricole protégée. 77 ha de terres agricoles sont ainsi protégées dans le cadre de cette nouvelle version du PLUI.

III. OAP :

Concernant les OAP, certaines remarques sont à apporter :

Bourges, le petit Chailloux : Conserver les taillis présents au nord de la parcelle. Ils constituent un tampon paysager naturel existant.

Bourges – Pré des gastis : Conserver les taillis à l'ouest de la parcelle. Ils constituent un tampon paysager naturel existant.

La Chapelle St Ursin, l'Aiguillon : La lande calcicole à l'ouest du projet sera à étudier précisément lors du projet d'aménagement car ce milieu naturel a un fort potentiel patrimonial.

Marmagne, La Couture : le projet concerne une parcelle en partie boisée, avec la présence d'une mare. Cette mare devra faire l'objet de mesures de conservation, voire de restauration.

Morthomiers – Les Plantes : Ce projet concerne une parcelle de prairie. Hors ce milieu naturel est peu présente dans le contexte local, l'urbanisation de cette zone pourrait menacer l'intégrité de la trame écologique des milieux herbacés.

Saint Doulchard – Colombier : La partie sud-est du projet concerne des prairies de fauche. Ces milieux menacés ne devraient pas être urbanisés.

Saint Doulchard – Vignoble des coupances : La présence d'un boisement thermophile potentiellement intéressant écologiquement doit entraîner une étude sérieuse de l'impact du projet sur ce milieu naturel.

Saint Doulchard – Rue de Veauce : Il s'agit encore là de prairies pâturées, contribuant à la trame écologique des milieux herbacés.

Saint Doulchard – Clos des petits bougnoux : Les parcelles concernées regroupent prairies bocagères et mares. Ces milieux naturels d'intérêt doivent être préservés.

Saint Germain du Puy – Les Vignes : Le boisement et les landes thermophiles présentes sont à étudier sérieusement pour leur potentiel écologique.

St Michel de Volangis – Terre de Graous : ce projet est sans aucun doute une extension de l'enveloppe urbaine, sur terres agricoles exploitées et de qualité. Quelle justification a ce projet au regard de l'autre OPA de la commune qui est en densification ?

Trouy – Les Cueilles : la proximité de l'aéroport, l'ensemble paysager varié (cultures, bosquets nombreux) nous interrogent sur le bienfondé de ce projet d'urbanisation.

IV. Lutte et adaptation au changement climatique :

Le rapport du PLUI rappelle les principaux enjeux du diagnostic et de l'état initial de l'environnement. L'ordre et la catégorisation de ces enjeux montre un éternel schéma de travail, dans lequel les sujets de changement climatiques n'irriguent pas tous les domaines, mais sont saupoudrés çà et là.

Des mesures soutenues en matière de transports vont carrément à l'encontre des objectifs de réduction des transports producteurs de GES, tel que l'échangeur autoroutier, avec en parallèle la collectivité qui assure vouloir accompagner le développement des mobilités alternatives. Une vraie vision politique courageuse de l'avenir aurait été de tourner le dos à l'autoroute et de parier sur de nouvelles formes de transport, plus adapté au monde à venir.

Cette mention de l'échangeur autoroutier dans le PADD est d'autant plus étonnante qu'aucun espace réservé, aucune surface potentielle d'artificialisation le concernant n'est intégré dans ce PLUI. Cette infrastructure, même de portée exceptionnelle, se doit d'être prise en compte dans le taux d'artificialisation des sols de l'agglomération et non travaillée « à part ».

V. Energies renouvelables :

Le PLUI indique deux sites de production d'énergies renouvelables consommatrices d'espaces, pour du photovoltaïque au sol vraisemblablement même si cette précision n'apparaît pas dans le rapport de présentation.

Le zonage NIn pour le photovoltaïque au sol concerne 69.4 ha. Ce zonage est assujéti à une interdiction de photovoltaïque au sol en zone A.

Méthaniseurs : L'installation de méthaniseurs est autorisée sur toutes zones hors zone humide et Ap. Cela implique donc des projets de méthanisation en secteur N, or l'efficacité énergétique d'un méthaniseur est assuré si celui-ci est à proximité du lieu de production/stockage des matières et donc en zone A exclusivement (proches bâtiments d'exploitation). Cette large autorisation ouvre la possibilité d'un méthaniseur en zone N de type industriel, sans lien direct avec une exploitation agricole, ce qui permettrait la faisabilité de projets non pertinents énergétiquement.

VI. Trame verte et bleue :

Le PLUI de Bourges Plus a pris en compte la TVB, telle qu'intégrée dans le SCOT, c'est-à-dire le SRCE de la Région Centre, dont la cartographie a été réalisée au 1/100 000ème, échelle de travail adaptée à la région.

Depuis l'approbation du SCOT en 2013, le Pays de Bourges a travaillé sa propre TVB à l'échelle 1/50 000ème, permettant de préciser localement celle du SRCE.

Cette nouvelle mouture du PLUI de l'agglomération berruyère prend en compte cette TVB du Pays de Bourges, tel que Nature 18 l'avait recommandé dès le début. L'association tient à saluer ce choix car il permet une analyse et une prise en compte plus pertinente des milieux naturels du territoire dans les projets d'urbanisme futurs.

Le classement des haies, bosquets et boisements a été opéré par deux moyens, l'article L.151-19 du code de l'urbanisme et le classement en Espaces boisés classés. 136 km de haies et arbres d'alignement ont ainsi été classés, ainsi que 446 ha de boisements. Ces chiffres donnent une image volontariste de la collectivité pour la prise en compte des éléments naturels du territoire.

Concernant la zone Np, elle concerne 10 % du territoire en secteur naturel protégé, ce qui au regard du territoire fortement agricole, est un chiffre satisfaisant.

VII. Conclusion :

En guise de conclusion, Nature 18 note :

- Une volonté affichée de corriger certains oublis de la précédente version du PLUI, et d'améliorer la réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles, ainsi que la prise en compte des corridors écologiques, dans un délai de temps relativement court.

- Une réduction de la consommation d'espace beaucoup plus ambitieuse que dans la précédente version.
- Une habitude encore présente dans certaines communes de perpétuer le modèle du tout lotissement, daté des années 80, sur milieux agricoles et en extension des enveloppes urbaines. Cette habitude de travail éculée devra à l'avenir progresser pour prendre en compte les enjeux actuels et futurs en terme de circulation, de relocalisation de commerces de proximité, notamment en anticipation des futures réglementations de zéro artificialisation.
- Un choix méthodologique discutable concernant les friches, car leur artificialisation n'est pas considérée comme une consommation foncière. Ce terme de friche est vague et comprend dans ce sens des espaces naturels ou semi-naturels qui ne sont pas sans intérêt écologique ou agricole potentiel.
- Un décalage entre les chiffres annoncés dans les PLUI et le constat des citoyens sur le terrain, constat qui nous est rapportée régulièrement dans nos échanges avec des citoyens. Visuellement l'extension urbaine est omniprésente et très visible, et on ne lit pas sur le terrain la volonté politique de réduire cette artificialisation des sols. Le décalage temporel entre les décisions d'un document et l'avancée des constructions sur le terrain ne donne pas à voir les efforts politiques aux citoyens. Une communication large sur le PLUI et ses enjeux serait un plus pour l'appropriation de la politique de planification par tous.

ANNEXE : Présentation de Nature 18

Nature 18 est une association de protection de la nature et de l'environnement, créée en 1970, qui intervient sur tout le département du Cher. C'est une organisation à but non lucratif (loi 1901), reconnue d'intérêt général, libre de toute appartenance politique et confessionnelle.

En 2018, Nature 18 comptait plus de 400 adhérents, 60 bénévoles actifs, une équipe de 6 salariés et 2 volontaires en service civique.

NOS ACTIONS

Connaître et protéger les espèces sauvages

L'amélioration de la connaissance naturaliste du département est à la base du travail de l'association. C'est sa mission la plus ancienne, et toujours d'actualité aujourd'hui, avec la réalisation chaque année de nombreuses études et inventaires de la faune et de la flore du département, afin de connaître leurs évolutions. Cette dynamique est encore renforcée par l'animation d'une base de données naturalistes (www.faune-cher.org), lancée en 2014, permettant au grand public comme aux naturalistes confirmés de transmettre leurs observations.

Cette connaissance permet de contribuer à l'analyse des grandes tendances au niveau national et européen, mais permet également d'intervenir plus efficacement sur le terrain pour améliorer le statut des espèces sauvages menacées. Certaines espèces, particulièrement vulnérables, bénéficient également d'actions ciblées, comme la campagne annuelle de sauvegarde du Busard cendré, engagement historique de Nature 18, qui mobilise chaque année des dizaines de bénévoles.

Préserver et reconquérir les milieux naturels

La sauvegarde des espèces sauvages est importante mais c'est bien la préservation de leurs habitats et donc des écosystèmes dans leur ensemble qui constitue l'enjeu majeur de protection de la biodiversité à long terme. L'association s'engage donc largement dans des actions concrètes de gestion, suivi, classement ou encore restauration de milieux naturels.

Nature 18 est gestionnaire de 3 sites remarquables, propriétés de communes partenaires de l'association : le Val d'Auron, à Bourges et Plaimpied-Givaudins, le Coteau de Coillard, à Saint-Georges-sur-Moulon, et Le Camp de César, à La Groutte.

Transmettre la connaissance et sensibiliser tous les publics

Transmettre est un mot-clé pour Nature 18, car la connaissance ne prend tout son sens que lorsqu'elle est partagée. L'association réalise tout au long de l'année de nombreuses sorties, stands et ateliers, afin de sensibiliser les habitants du département aux richesses naturelles du territoire et aux gestes à mettre en place au quotidien pour favoriser la biodiversité et réduire son impact sur l'environnement.

Pour toucher les jeunes, l'animateur de l'association intervient en école, en collège et en lycée, y compris dans les classes spécialisées. Dans le cadre du club CPN (Connaître et Protéger la Nature), comptant une trentaine de jeunes, une sortie nature est organisée chaque mois. Un séjour chantier-nature, organisé chaque été sur le site du Camp de César, permet à une dizaine de jeunes de découvrir le site tout en participant à son entretien.

Afin de s'adresser au plus grand nombre, et parce que la nature permet aussi de promouvoir le lien social et la citoyenneté, Nature 18 propose également des animations destinées à des publics spécifiques : personnes handicapées ou présentant des troubles du comportement, jeunes ou adultes en réinsertion, personnes âgées, etc.

Accompagner les acteurs du territoire dans la transition écologique

Nature 18 s'engage aux côtés des acteurs privés et publics du territoire, afin d'accompagner les changements de pratiques pour une meilleure prise en compte de la biodiversité et de l'environnement.

L'association accompagne ainsi plus d'une trentaine de communes dans l'opération « Zéro Pesticide dans nos villes et villages » et a lancé plusieurs Inventaires de Biodiversité Communale. Elle intervient également auprès des entreprises, pour une meilleure prise en compte de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) mais également pour démontrer que la biodiversité est un atout du territoire, qui mérite d'être protégé et valorisé.

L'association participe également au débat citoyen, en siégeant dans différentes instances, et assiste chaque année à une centaine de réunions sur des thèmes variés : agriculture, déchets, Trames Vertes et Bleues, eau, urbanisme, risques industriels, biodiversité, etc.

NOS AGRÉMENTS

- **Organisme reconnu d'intérêt général** depuis 2010, par la Direction générale des finances publiques
- **Association de Protection de la Nature et de l'Environnement** depuis 1978, agréée par la Préfecture du Cher
- **Association éducative complémentaire de l'éducation nationale** depuis 2002, agréée par l'Académie Orléans-Tours
- **Association de jeunesse et d'éducation populaire** depuis 1999, agréée par la Préfecture du Cher